

- Le ministère des Affaires étrangères conseille à nos ressortissants de quitter la RDC.

- Un C-130 belge a été expulsé de l'aéroport de Kinshasa.

- Le dialogue entre majorité et opposition demeure stérile à 3 jours de la fin de mandat du président Kabila.

Les voyants sont passés au rouge au Congo

La tension monte entre Kinshasa et Bruxelles

L'avis du ministère belge des Affaires étrangères est tombé ce vendredi en soirée. La Belgique déconseille à ses ressortissants tout voyage en République démocratique du Congo et, plus exceptionnel, appelle les Belges à quitter le territoire.

En cause, évidemment, l'approche du 19 décembre, dernier jour du second et dernier mandat du président Joseph Kabila. Une date qui, pour beaucoup, pourrait être synonyme de violences à Kinshasa et dans les principales villes de la RDC.

"Vu les tensions politiques, les récentes mesures prises par les autorités afin de réprimer les droits et les libertés, l'expulsion de journalistes belges, les rumeurs concernant la fermeture de certains aéroports, la possible restriction des communications Internet et le risque de nouvelles manifestations en République démocratique du Congo, il est provi-

soirement conseillé de reporter à plus tard tout voyage vers la RDC. Il est conseillé aux Belges qui sont sur place mais dont le séjour n'est pas essentiel de quitter le pays. Les Belges résidant en RDC sont appelés à exercer la plus grande vigilance, en particulier lors de leurs déplacements. Il leur est demandé de suivre l'actualité de près, de consulter l'avis de voyage et la page Facebook de l'ambassade et du consulat général de Lubumbashi", répète un des porte-parole du ministère belge des Affaires étrangères qui ne veut pas modifier une virgule au communiqué officiel.

C-130 expulsé ce jeudi

C'est que le torchon brûle entre Bruxelles et Kinshasa à quelques jours de la fin du mandat de Joseph Kabila. La Belgique, comme la plupart des Etats qui comptent dans le dossier congolais (en particulier la France et les Etats-Unis) a répété que le président devait respecter la

Constitution et organiser rapidement l'élection présidentielle (qui aurait dû se tenir à la fin du mois de novembre dernier). Un message inaudible à Kinshasa où, ce jeudi matin, le C-130 de la Force aérienne belge, qui devait se poser, comme tous les mois, sur l'aéroport international de N'djili, a été prié de redécoller immédiatement. Version officielle, du côté congolais, "le vol ne disposait pas de toutes les autorisations nécessaires pour pénétrer plus avant dans l'espace aérien congolais" ("manque de clearance diplomatique", dans le jargon aérien). Un premier pied de nez aux relations belgo-congolaises suivi, quelques heures plus tard, par l'expulsion de deux équipes de télévisions belges (VTM et VRT). Les journalistes se sont vu confisquer leur matériel à leur arrivée à Kinshasa et ont été priés de reprendre le premier vol en direction de Bruxelles.

MFC, A.C. et H.L.

Le blocage persiste à la veille du 19 décembre

Passé de fumée blanche en vue à Kinshasa, vendredi soir. La médiation "de la dernière chance" tentée par la Conférence des évêques du Congo (Cenco) pour tenter de trouver un compromis entre ceux qui acceptent et ceux qui rejettent une prolongation de Joseph Kabila au pouvoir (qu'il occupe depuis 2001) alors que son dernier mandat légal se termine ce 19 décembre, se heurte à des blocages persistants.

Réseaux sociaux et matches bloqués

Redoutant des manifestations à partir du 19, le camp Kabila essaye de verrouiller toute possibilité de rassemblement. Selon une de nos sources, ses préparatifs pourraient parvenir à maintenir une chape de plomb sur le pays. "Mais jusqu'à quand?"

Au début du mois, le chef de la police de Kinshasa, le commissaire divisionnaire Célestin Kanyama – surnommé "Esprit de mort" et visé par des sanctions américaines et européennes pour violation des droits de l'homme – a assuré que les points importants de la capitale seraient occupés de jour et de nuit par la police. Des blindés ont été

placés directement devant la résidence du Président.

En outre, la Présidence a demandé mercredi "le blocage momentané" des réseaux sociaux à partir du 18 décembre à "23 h 59". Vendredi, le contenu des GSM de passants était vérifié par les forces de l'ordre à Ma Campagne, quartier bourgeois de Kinshasa.

Le gouvernement a suspendu le championnat de foot de première division du 15 décembre au 14 janvier. Depuis des mois, chaque rencontre importante donne lieu à des manifestations anti-Kabila.

Par ailleurs, alors que la paie des 750 000 fonctionnaires du pays (qui compte 70 millions d'habitants) tombe normalement le 20 du mois à Kinshasa, un peu plus tard en province, elle a été, ce mois-ci, avancée au 12 sur tout le territoire et au 14 pour les militaires et policiers. Officiellement, il s'agit de leur permettre de bien "préparer les fêtes", mais la mesure est vue comme une tentative de calmer la population, excédée.

Les prix ne cessent en effet de monter : le franc congolais a perdu un quart de sa valeur ces derniers mois, en rai-

son de la chute des prix miniers et de l'incertitude politique créée par la volonté de M. Kabila de s'incruster.

Cette semaine, des commerçants chinois ont vidé leurs stocks, de crainte de pillages. Ces deux derniers jours, les Congolais qui le peuvent (beaucoup vivent au jour le jour, dépensant immédiatement en nourriture le pauvre argent qu'ils ont gagné) ont fait des réserves de nourriture, afin de pouvoir rester chez eux durant plusieurs jours. Nombreux sont les Kinois qui annoncent leur intention de ne pas sortir, tout en répétant que le chef de l'Etat "ne peut pas rester" en place. "Mais personne ne sait ce que vont faire les jeunes", nous dit une source à Kinshasa. Ce vendredi, "tout le monde s'indignait d'un commentaire prêté au commissaire Kanyama, qui aurait dit jeudi à la parade que les parents et les épouses devaient garder leurs enfants et leurs maris à la maison, sinon ils feraient mieux de les prendre en photo parce qu'ils

ne les reverraient plus s'ils sortaient."

Bouclage et couvre-feu en province

Le commandant de la zone militaire du Katanga et du Kasai, le général major Jean-Claude Kifwa, a annoncé mardi des patrouilles nocturnes et des "opérations de bouclage" du 15 décembre au 15 janvier à Lubumbashi, la seconde ville du pays. Vendredi, l'armée y était

très présente et l'on déconseillait de porter du rouge, couleur assimilée à l'opposition.

A Mbuji Mayi (Kasai), le couvre-feu en vigueur depuis deux mois a été rallongé depuis la semaine der-

nière. Le Kasai est, depuis l'été dernier, le théâtre d'une rébellion de villageois au nom du grand chef –tué entretemps– Kamwina Nsapu. Commencée comme un rejet des exactions des divers services d'ordre de l'Etat, elle fait tache d'huile à la faveur d'une répression orientée, selon l'Onu, "contre des populations civiles suspectées de collaborer avec ces miliciens".

Marie-France Cros

750 000

FONCTIONNAIRES

Ont été payés plus tôt que d'habitude, ce mois-ci.

Vers le retour de la guerre au Kivu ?

Des informations de plus en plus alarmistes nous proviennent du Kivu – où ont commencé les deux dernières guerres congolaises. En effet, alors que le régime Kabila n'a jamais mis fin aux violences de groupes armés dans cette région de l'Est du Congo, ni avancé dans la résolution des problèmes de terre qui y entretiennent les conflits, les deux ethnies les plus nombreuses du Nord-Kivu – les Hutus et les Nandes – sont à couteaux tirés.

La peur d'un "Hutuland"

"Depuis environ deux ans, les Hutus achètent des terres en masse au Kivu (Est, à la frontière rwandaise) et jusqu'en Ituri" (Nord-Est du pays, à la frontière ougandaise), nous dit un membre d'une des petites ethnies locales. "A Goma, on dit que ce sont de grands commerçants hutus qui fournissent les capitaux et qu'ils achètent aussi au Sud-Kivu. Cela crée la peur de les voir dominer."

S'il y a toujours eu des Hutus congolais au Kivu, le nombre des ressortissants de

cette ethnie s'est considérablement accru avec la fuite au Kivu de 2 millions de Hutus rwandais, en 1994, lors de la défaite du régime génocidaire hutu face à l'armée du Front patriotique rwandais (FPR, dominé par les Tutsis), au pouvoir à Kigali aujourd'hui.

Selon notre interlocuteur kivotien, "certains pensent même que le Rwanda pourrait être derrière ces achats massifs de terres, afin de créer au Kivu un 'Hutuland', tandis que le Rwanda serait pour les Tutsis".

Les Nandes n'acceptent pas la vente de terres à des non-membres d'ethnies locales.

Face à cette expansion territoriale en dehors des zones où les Hutus sont traditionnellement fortement présents – Rutshuru et Masisi – le chef de la

"Barza intercommunautaire" (qui regroupe les communautés d'"originaires"), Fataki Luhindi, un Nande, a fait dernièrement une déclaration selon laquelle les Hutus arrivés depuis 1994 devraient accepter d'être identifiés pour recevoir l'usufruit de terres.

Comme beaucoup de tribus africaines,

les Nandes n'acceptent pas la vente de terres à des non-membres d'ethnies locales mais peuvent leur concéder l'usage de celles-ci.

Le "Petit Nord" face au "Grand Nord"

Devant cette menace de voir les achats de terres par des Hutus considérés comme nuls et non avenue, "les Hutus de Rutshuru ont exigé à leur tour l'identification des Nandes dans cette région", poursuit notre Kivotien. "Les Nandes se considèrent comme les propriétaires du 'Grand Nord' du Nord-Kivu; les Hutus veulent posséder le 'Petit Nord'. Chaque côté prépare ses milices."

L'une d'elles, les Maï Maï Mazembe (nande) est accusée du massacre de Luhanga (Lubero), dans lequel une trentaine de civils, essentiellement hutus, ont péri. Les Hutus sont accusés de recourir aux FDLR (groupe armé issu des génocidaires rwandais).

A Goma, l'assemblée provinciale, majoritairement nande, a éjecté son président, un Hutu comme le voulait le partage des postes qui avait été décidé par les deux grandes ethnies du temps de leur entente. "Tous les ingrédients sont là pour une

nouvelle guerre", craint notre interlocuteur.

Le retour d'anciens combattants

Une autre source, à Kinshasa, confirme "d'importants déplacements de populations vers le Grand Nord" nande, qu'elle attribue, elle, à l'insécurité.

A cela s'ajoute le renvoi des bases militaires de Kitiona et Kamina (Ouest du Congo) "d'anciens combattants, majoritairement hutus, que le programme national de désarmement DDR-3 abandonne à Goma sans leur fournir aucun moyen financier. Cela les pousse, évidemment, à rejoindre des groupes armés".

Un cocktail explosif alors que le gouvernement de Kinshasa ne paie pas certaines de ses troupes supposées ramener l'ordre. Ainsi à Beni (Grand Nord-Kivu), "des dizaines de policiers quittent clandestinement leurs postes depuis quelques semaines", indique l'agence de presse congolaise APA, en raison du "non-paiement de leur solde", pour aller à Goma. Certains policiers de la Légion nationale d'intervention déployés depuis trois ans à Beni n'ont pas été payés depuis un an, ajoute APA.

Marie-France Cros